

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.951/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 20 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "instaurant des tribunaux de l'application des peines", a donné le 17 janvier 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

L'accord du ministre du Budget fait défaut. Cette lacune doit être comblée puisque l'avant-projet est incontestablement de nature à influencer les dépenses de l'État.

Fondement juridique

Observations générales

I. Habilitations excessives au Roi

L'article 157, alinéa 4, de la Constitution dispose :

"Il y a des tribunaux de l'application des peines dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers".

Sont dès lors excessives :

- 1° à l'article 16 (196*bis*, en projet, du Code judiciaire), l'habilitation donnée au Roi de déterminer la procédure de nomination des assesseurs en application des peines;
- 2° à l'article 17 (196*ter*, § 2, alinéa 2, en projet, du Code judiciaire), l'habilitation donnée au Roi de fixer les modalités d'évaluation, et plus particulièrement les critères d'évaluation des assesseurs en application des peines, y compris les principes essentiels alors que ceux-ci devraient être prévus par la loi ⁽¹⁾;

⁽¹⁾ Comparez avec l'article 259*nonies* du Code judiciaire.

3° à l'article 18 (article 196^{quater}, alinéa 1^{er}, en projet, du Code judiciaire), l'habilitation donnée au Roi de déterminer la composition du comité d'évaluation.

II. En ce qui concerne les assesseurs en application des peines

1. Les chambres du tribunal de l'application des peines qui connaissent des affaires relatives à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à plus de trois ans sont composées d'un juge, qui préside, et de deux assesseurs en application des peines (article 78, en projet).

Selon l'exposé des motifs :

"La présence d'assesseurs assure à ces nouveaux tribunaux un caractère pluridisciplinaire";

"Les assesseurs en application des peines apporteront aux magistrats professionnels leur connaissance concrète des questions liées à l'application des peines et à la réinsertion sociale";

"[les assesseurs] apporteront au magistrat leur connaissance du terrain".

En vertu de l'article 78, en projet, l'un des assesseurs sera spécialisé "dans les matières pénale et pénitentiaire", l'autre "en réinsertion sociale".

2. Les articles 78 et 196^{ter}, § 1^{er}, phrase introductive, en projet, prévoient que l'un des assesseurs doit être spécialisé dans "les matières pénale et pénitentiaire".

L'exposé des motifs et l'article 196^{ter}, § 1^{er}, 1°, mentionnent cependant une spécialisation "en matière pénale ou pénitentiaire".

Le Conseil d'État s'interroge sur la référence à la "matière pénale". Si la spécialisation en matière pénale est alternative à celle en "matière pénitentiaire", comme semble l'impliquer la rédaction de l'exposé des motifs et de l'article 196^{ter}, § 1^{er}, 1°, le Conseil d'État voit mal quelle spécificité pourrait apporter cet assesseur par rapport au ministère public et au juge de l'application des peines. Si la spécialisation en matière pénale est une condition cumulative avec la spécialisation en matière pénitentiaire, le Conseil d'État s'interroge sur son utilité. En effet, au niveau du tribunal de l'application des peines, il ne s'agit plus de se prononcer sur les nombreuses questions de droit pénal

et de procédure pénale qui se posent au niveau du jugement, mais bien sur les questions liées à l'exécution de la peine. Il est donc suffisant que l'assesseur spécialisé en matière pénitentiaire connaisse les questions de droit pénal liées à l'exécution des peines, ce qui est bien évidemment contenu dans l'expression "assesseur en application des peines spécialisé en matière pénitentiaire".

En conséquence, les mots "en matière pénale" sont ambigus et doivent être omis.

3. L'article 196^{ter}, en projet, dispose que pour être nommé assesseur il faut "posséder cinq ans au moins d'expérience professionnelle utile" dans les matières précitées.

Pour correspondre davantage à l'intention exprimée par l'auteur de l'avant-projet dans l'exposé des motifs et pour éviter le recours au qualificatif "utile" qui est trop vague, il est suggéré de viser, à l'article 196^{ter}, le fait de posséder cinq ans au moins d'expérience professionnelle attestant une connaissance pratique des questions liées soit à la matière pénitentiaire soit à la réinsertion sociale.

4. Selon l'exposé des motifs, "Les fonctions d'assesseurs seront exercées à temps plein, à l'instar des assesseurs des commissions de libération conditionnelle".

Il y a lieu de mentionner expressément dans l'avant-projet que les fonctions d'assesseurs seront exercées à temps plein.

5. Selon l'exposé des motifs, pourront notamment être nommés assesseurs en application des peines des avocats, des psychologues, des chercheurs, des professeurs d'université.

Cette mention est équivoque dans la mesure où elle pourrait laisser penser que l'on peut être en même temps assesseur et exercer, par ailleurs, une activité d'avocat, de psychologue, de chercheur, ... Or, comme les fonctions d'assesseurs en application des peines sont exercées à temps plein et comme les assesseurs en application des peines sont soumis aux mêmes incompatibilités que les magistrats effectifs, ils ne pourront être en

même temps avocats ou exercer des fonctions salariées. Tout au plus, pourront-ils, s'ils obtiennent la dérogation prévue à l'article 294 du Code judiciaire, être professeurs, chargés de cours, assistants dans les établissements d'enseignement ou membres d'un jury d'examen ⁽²⁾.

6. Selon l'exposé des motifs :

"Dans le respect du principe d'impartialité, les agents du service public fédéral justice sont exclus, notamment, le personnel des maisons de justice et le personnel des établissements pénitentiaires".

L'article 26 de l'avant-projet (article 300, en projet, du Code judiciaire) dispose que les assesseurs en application des peines effectifs sont soumis aux mêmes incompatibilités que les magistrats effectifs ⁽³⁾.

Dans le commentaire de cet article, l'exposé des motifs précise :

"Ces fonctions sont notamment incompatibles avec des fonctions au sein du Service Public Fédéral Justice".

Cette disposition et ces commentaires soulèvent des questions.

6.1. Un fonctionnaire détaché ⁽⁴⁾ dont le traitement, pendant le détachement, est fixé par la loi (cf. article 355ter, en projet, du Code judiciaire) doit être considéré comme titulaire d'une "fonction ou charge publique rémunérée" au sens de l'article 293 du Code judiciaire. Le renvoi pur et simple à cet article empêchera, dès lors, de nommer comme assesseur un fonctionnaire de quelque administration ou service public qu'il soit détaché ⁽⁵⁾.

⁽²⁾ Voir également, pour d'autres fonctions qui peuvent être autorisées, les articles 294, alinéa 2, et 308 du Code judiciaire.

⁽³⁾ En vertu de l'article 293 du Code judiciaire, les fonctions de l'Ordre judiciaire sont incompatibles, notamment, avec toute fonction ou charge publique rémunérée.

⁽⁴⁾ Ou placé, en application des règles statutaires qui lui sont propres, dans une situation administrative d'attente durant le temps où il exerce les fonctions d'assesseur en application des peines.

⁽⁵⁾ Ce qui posera des problèmes au niveau du recrutement des assesseurs puisque, comme l'a signalé la représentante du ministre, ceux-ci sont quasiment tous des fonctionnaires détachés.

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de permettre une telle nomination, le texte de l'avant-projet doit être revu, afin d'adapter le régime des incompatibilités pour tenir compte de la circonstance que la fonction d'assesseur devra nécessairement s'insérer dans une autre carrière, privée ou publique, puisque cette fonction est limitée à une durée maximale de huit ans.

6.2. À supposer que le texte soit remanié en ce sens, se pose la question de la justification, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, de l'exclusion des fonctionnaires du SPF justice ou de certaines de ses directions ou services alors que ce sont précisément ces fonctionnaires qui ont le plus d'expérience en matière pénitentiaire et d'exécution des peines.

Selon la représentante du ministre, cette exclusion procéderait de l'exigence d'impartialité.

Dès lors cependant que la fonction d'assesseur en application des peines est exercée à temps plein, que le fonctionnaire est détaché du SPF justice et n'a plus de contact avec son administration, que sa rémunération est fixée par la loi, qu'il est soumis au régime disciplinaire applicable aux magistrats et non au régime disciplinaire des fonctionnaires, que l'article 292, alinéa 2, du Code judiciaire ⁽⁶⁾ peut lui être appliqué par analogie, sa nécessaire indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif est suffisamment assurée ⁽⁷⁾.

⁽⁶⁾ Qui dispose : "Est nulle la décision rendue par un juge qui a précédemment connu de la cause dans l'exercice d'autres fonctions judiciaires".

⁽⁷⁾ Selon J. Velu et R. Ergec, l'impartialité du tribunal au sens de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne fait pas obstacle à ce qu'y siègent, même en majorité, des fonctionnaires ou des représentants des diverses couches socio-professionnelles, pour autant que ceux-ci jouissent d'un statut légal ou constitutionnel propre à les prémunir contre les pressions extérieures. Un tel statut doit comprendre l'immovibilité pendant la durée du mandat et l'impossibilité juridique d'adresser aux membres de l'organe des injonctions, ou même des recommandations relatives à leur activité juridictionnelle (Convention européenne des droits de l'homme, R.P.D.B., Complément VII, Bruxelles, Bruylant, n° 539, p. 310). L'on peut également faire la comparaison avec les juridictions administratives à propos desquelles M. Leroy écrit : "Certains actes de juridiction sont posés par des fonctionnaires, le plus souvent siégeant en collège; dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles, ils sont détachés de tout lien de dépendance hiérarchique ou de tout contrôle de tutelle : ils ne peuvent recevoir d'ordres, ni être astreints à rendre compte à leurs supérieurs des décisions qu'ils ont rendues" (Contentieux administratif, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 120).

Sans doute faudrait-il prévoir une cause de récusation spécifique, lorsqu'un fonctionnaire a été en contact avec un détenu ou a traité son dossier dans l'exercice de fonctions antérieures⁽⁸⁾. Cette cause de récusation devrait d'ailleurs valoir également pour tous les autres assesseurs (par exemple, les avocats, psychologues, etc.).

En conclusion, l'avant-projet et l'exposé des motifs doivent être revus afin de trancher clairement la question du détachement de fonctionnaires comme assesseurs en application des peines, en tenant compte des articles 10 et 11 de la Constitution et de la volonté exprimée par le Constituant et le législateur de faire en sorte que siègent dans les tribunaux de l'application des peines des spécialistes de la matière pénitentiaire et de la réinsertion sociale.

7. En vertu de l'article 196*ter*, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, les assesseurs en application des peines sont nommés pour une période d'un an renouvelable après évaluation, la première fois pour trois ans puis une seule fois pour quatre ans.

Un tel système s'inspire des règles applicables aux juges d'instruction, aux juges des saisies et aux juges de la jeunesse en vertu de l'article 259*sexies*, § 2, du Code judiciaire. Cependant, pour ceux-ci, un non renouvellement de leur mandat ne met fin qu'à leur affectation particulière et non à leur qualité de magistrat, alors que les assesseurs non renouvelés perdent toute fonction juridictionnelle. Pour comparaison, les juges sociaux et consulaires sont nommés pour cinq ans renouvelables, sans évaluation, et les assesseurs des actuelles commissions de libération conditionnelle, pour un terme de trois ans, renouvelable une fois pour une durée de cinq ans, après évaluation.

Dans l'avis 31.171/4 et 31.172/4, donné le 16 mars 2001, sur un avant-projet de loi "réformant la procédure d'asile" et un avant-projet de loi "complétant la réforme de la procédure d'asile et modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État", la section de législation du Conseil d'État a critiqué le fait qu'une juridiction pourrait être

⁽⁸⁾ Comparez avec l'article 829, alinéa 2, du Code judiciaire.

"composée essentiellement d'assesseurs temporaires, que la brièveté du mandat, dont il n'est pas exclu qu'il soit renouvelable, rendrait dépendant du pouvoir exécutif" ⁽⁹⁾.

Une telle critique pourra être évitée si le comité d'évaluation des assesseurs est composé d'une manière telle que son indépendance à l'égard du pouvoir exécutif est garantie.

8. L'ensemble de l'avant-projet doit être adapté pour tenir compte des observations qui précèdent.

III. Compétence territoriale

L'avant-projet ne détermine pas en fonction de quel critère - lieu de la condamnation ou de l'exécution de la peine - le tribunal de l'application des peines sera compétent.

Cette lacune doit être comblée.

⁽⁹⁾ Voir dans un sens analogue, l'avis 26.548/2, donné le 21 janvier 1998 sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers" (Doc. parl., Chambre, 1997-1998, 1487/1).

Dans cet avis, le Conseil d'État a considéré que :

"Il apparaît, cependant, que le système projeté est loin d'atteindre cet objectif, mais qu'il est au contraire de nature à fragiliser la position du commissaire général. En effet, nommé initialement pour une durée précaire de cinq ans, il n'a pas la possibilité, ni au terme de son premier mandat, ni à l'issue d'un éventuel renouvellement, d'obtenir une nomination définitive, si ce n'est en qualité de commissaire adjoint.

Il est, en conséquence, permis de s'interroger sur la réalité de "l'indépendance absolue" à l'égard du pouvoir exécutif, d'un commissaire général dont la désignation et le renouvellement du mandat dépendra de manière exclusive de ce même pouvoir exécutif."

Observations particulièresDispositifArticle 2

(article 58*bis*, en projet, du Code judiciaire)

Le 4° n'a pas été modifié par la loi du 10 avril 2003 réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre. La phrase liminaire doit être adaptée en conséquence.

Article 3

(article 76, en projet, du Code judiciaire)

L'exposé des motifs précise que

"Le tribunal de l'application des peines pourra, pour des raisons pragmatiques, siéger au siège de n'importe quel tribunal de première instance du ressort de la Cour d'appel. Il pourra même siéger dans les établissements pénitentiaires".

Ces précisions doivent être introduites dans le dispositif.

Article 8

(article 87, en projet, du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il ne faut pas viser la loi du 15 juin 1970, mais bien celle du 15 juillet 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, ainsi que d'autres dispositions légales.

Article 13

(article 151, en projet, du Code judiciaire)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 151 a également été modifié par la loi du 3 mai 2003 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire.

2. Le 2° dispose que les substituts du procureur du Roi spécialisés en application des peines peuvent exercer leurs missions devant les tribunaux des arrondissements judiciaires situés dans le ressort de la Cour d'appel de l'arrondissement dans lequel ils sont désignés.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée exacte de cette disposition, dès lors qu'il n'y a de tribunal d'application des peines qu'au siège des cours d'appel.

Article 15

(article 186, alinéa 5, en projet, du Code judiciaire)

La phrase liminaire doit être revue.

Article 17

(article 196^{ter}, en projet, du Code judiciaire)

L'article 5, § 4, alinéa 2, de la loi du 18 mars 1998 instituant les commissions de libération conditionnelle prévoit que

"Au plus tôt trois ans après la fin de leur mission, celui qui a été assesseur de la commission et celui qui l'a suppléé peuvent à nouveau poser leur candidature à la fonction qu'ils ont exercée. Ils sont désignés pour un terme de cinq ans non renouvelable".

L'avant-projet ne reprend pas cette disposition.

Le Conseil d'État se demande si cette omission ne résulte pas d'un oubli, dès lors que l'exposé des motifs dispose que "La durée totale du mandat des assesseurs est donc identique à celle prévue dans les actuelles commissions de libération conditionnelle".

La même observation vaut pour le juge et les substituts de l'application des peines (article 259sexies, § 2, alinéa 2, en projet) ⁽¹⁰⁾.

Articles 17 et 18

(article 196ter, en projet, du Code judiciaire et
article 196quater, en projet, du Code judiciaire)

Il y a lieu de rassembler dans un seul article les dispositions relatives à l'évaluation des assesseurs.

L'article 196ter, § 2, alinéa 2, en projet, sera, dès lors, intégré dans l'article 196quater, en projet.

Article 19

(article 196quinquies, en projet, du Code judiciaire)

1. Cet article doit être intégré dans le chapitre VI de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

2. L'alinéa 5 dispose que l'assesseur peut siéger dans les affaires dont le régime linguistique ne correspond pas à la langue de la licence ou du master dont il est porteur, à condition qu'il ait réussi une épreuve orale portant sur la connaissance de l'autre langue ainsi qu'une épreuve écrite portant sur la connaissance passive de celle-ci.

⁽¹⁰⁾ À comparer avec l'article 4, § 4, alinéa 2, de la loi du 18 mars 1998, précitée.

Il semble que cette possibilité ne s'applique qu'au tribunal qui connaît aussi bien d'affaires relevant du régime linguistique français que d'affaires relevant du régime linguistique allemand.

Pour éviter toute incertitude à cet égard, mieux vaut diviser l'article en deux paragraphes, le second paragraphe comprenant les actuels alinéas 4 à 7.

Article 20

(article 259*sexies*, en projet, du Code judiciaire)

1. Contrairement aux autres titulaires d'un mandat, à savoir les juges d'instruction, les juges des saisies et les juges de la jeunesse qui sont désignés par le Roi sur présentation de l'assemblée générale compétente parmi les candidats qui ont fait l'objet d'une proposition motivée du chef de corps, les juges au tribunal de l'application des peines sont désignés par le Roi sur présentation motivée du premier président de la Cour d'appel.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'expliquer dans l'exposé des motifs les raisons de cette différence.

2. En vertu du paragraphe 2, alinéa 2, en projet, contrairement aux autres mandats spécifiques, ceux de juge de l'application des peines et de substitut spécialisé en application des peines sont limités à huit ans.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de pouvoir justifier cette différence au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

Article 21

(article 259*septies*, en projet, du Code judiciaire)

La phrase liminaire doit être complétée.

La même observation vaut pour l'article 22.

Article 22

(article 259*decies*, § 2, en projet, du Code judiciaire)

Cette disposition prévoit que l'évaluation des juges au tribunal de l'application des peines est effectuée, notamment, par "un des assesseurs désignés pour l'évaluation des juges au tribunal de première instance du siège de la Cour d'appel, choisi par le premier président de la Cour d'appel". De même, l'évaluation du substitut du procureur du Roi spécialisé en application des peines est effectuée, notamment, par "un des assesseurs désignés pour l'évaluation des substituts au tribunal de première instance du siège de la Cour d'appel, choisi par le procureur général près la Cour d'appel".

Les mots "assesseurs" doivent être omis. Non seulement, dans l'article 259*decies* du Code judiciaire, les magistrats chargés d'évaluer leurs collègues ne sont pas qualifiés d'assesseurs mais, surtout, l'utilisation de ce mot risque d'entraîner une confusion avec les assesseurs en application des peines.

Il y a donc lieu de mentionner l'un des magistrats désignés par l'assemblée générale ou l'assemblée de corps pour l'évaluation, respectivement, des juges au tribunal de première instance du siège de la Cour d'appel et des substituts au tribunal de première instance du siège de la Cour d'appel.

Article 23

(article 287, alinéa 1^{er}, en projet, du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner que l'alinéa 1^{er} a été remplacé par la loi du 22 décembre 1998 ⁽¹¹⁾ et modifié par la loi du 3 mai 2003, précitée.

⁽¹¹⁾ Loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats.

Article 24

(article 288, en projet, du Code judiciaire)

La phrase liminaire doit être complétée.

Article 29

(article 311, en projet, du Code judiciaire)

Cette disposition doit être omise. En effet, l'avant-projet ne prévoit pas l'existence de juridictions d'appel en matière d'exécution des peines.

Article 30

(article 312, en projet, du Code judiciaire)

Dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de viser la modification insérée par la loi du 10 février 1998 complétant le Code judiciaire en ce qui concerne la nomination de juges de complément qui n'est plus en vigueur.

Article 31

(article 314, alinéa 4, en projet, du Code judiciaire).

La phrase liminaire doit être vérifiée.

Article 35

(article 341, § 2, en projet, du Code judiciaire)

Le paragraphe 2 de l'article 341 du Code judiciaire n'a pas été modifié par la loi du 13 mars 2001. La phrase liminaire doit être adaptée en conséquence.

Article 36

(article 355^{ter}, en projet, du Code judiciaire)

Dès lors que les assesseurs en application des peines suppléants exercent les mêmes fonctions que les assesseurs en application des peines effectifs, ils doivent bénéficier de la même garantie d'indépendance que constitue la fixation de leur rémunération par la loi.

L'indemnité qui leur est allouée doit, dès lors, être fixée par l'avant-projet et non par le ministre de la Justice.

Article 37

(article 357, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, du Code judiciaire)

1. Il y a lieu de compléter la phrase liminaire.
2. Les mots "est attribué" sont inutiles et doivent être omis.

Article 38

(article 358, en projet, du Code judiciaire)

Il y a lieu de compléter la phrase liminaire.

Article 41

(article 410, § 1^{er}, 1^o, en projet, du Code judiciaire)

Il y a lieu d'écrire : "des juges de paix" et non "les juges de paix".

Article 42

(article 412, § 2, 1°, en projet, du Code judiciaire)

La phrase liminaire doit être complétée. La même observation vaut pour l'article 43.

Chapitre IV : Modifications de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire

Dans l'avant-projet, l'on passe du chapitre II au chapitre IV. Cette erreur matérielle doit être corrigée.

Article 45

(article 23bis, en projet, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire)

1. L'alinéa 2 fait référence à "l'exception prévue à l'article 23ter, alinéa 3". Or, l'article 23ter ne compte que deux alinéas.

2. À l'alinéa 3, comme dans le texte de l'article 2, § 3, alinéa 4 de la loi du 18 mars 1998, précitée, il ne serait pas inutile de viser, in fine "le jugement ou l'arrêt infligeant la peine la plus lourde".

Article 46

(article 23ter, en projet, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire)

1. Il y a lieu de remplacer les mots "qui n'est pas celle dans laquelle se situe le tribunal qui l'a condamné" par les mots "alors que le jugement ou l'arrêt lui infligeant la peine la plus lourde a été rendue respectivement en néerlandais ou en français".

En effet, la rédaction actuelle pourrait permettre à un condamné détenu dans une prison située dans la région de langue néerlandaise ou française suite à une décision rendue en langue néerlandaise ou française par une juridiction de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de demander la transmission de son dossier. En effet, un tel condamné est détenu dans une prison située dans une région linguistique "qui n'est pas celle dans laquelle se situe le tribunal qui l'a condamné".

Le Conseil d'État suppose cependant que l'auteur de l'avant-projet n'a pas voulu une telle conséquence.

2. L'alinéa 1^{er}, in fine, vise "l'autre région linguistique". Le Conseil d'État suppose qu'il s'agit soit de la région de langue française, soit de la région de langue néerlandaise, de sorte que le dossier ne pourra jamais être transmis au tribunal de l'application des peines de Bruxelles.

Article 47

(article 43, § 1^{er}, en projet, de la loi du 15 juin 1935
concernant l'emploi des langues en matière judiciaire)

Il semble que la disposition en projet devrait plutôt trouver place à l'article 30*bis* de la loi du 15 juin 1935, précitée.

Article 48

(article 1^{er}, en projet, de la loi du 2 juillet 1975
déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance)

Il y a lieu de revoir la phrase liminaire. En effet, le tableau figurant à l'article 1^{er} a été remplacé par la loi du 20 juillet 1998 ⁽¹²⁾ et modifié par la loi du 14 décembre 2004.

⁽¹²⁾ Loi du 20 juillet 1998 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 15 juillet 1970 déterminant le cadre des tribunaux de commerce et modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et les articles 151 et 213 du Code judiciaire.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.951/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken", heeft op 17 januari 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting ontbreekt. Deze tekortkoming dient te worden weggewerkt, aangezien het voorontwerp ongetwijfeld gevolgen zal hebben voor de uitgaven van de Staat.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

I. Te ruime opdrachten van bevoegdheid aan de Koning

Artikel 157, vierde lid, van de Grondwet luidt als volgt :

"Er zijn strafuitvoeringsrechtbanken in de plaatsen die de wet aanwijst. Zij regelt hun organisatie, hun bevoegdheid, alsmede de wijze van benoeming en de duur van het ambt van hun leden".

Bijgevolg zijn de volgende opdrachten van bevoegdheid te ruim :

- 1° in artikel 16 (ontworpen artikel 196bis van het Gerechtelijk Wetboek), de bevoegdheid die aan de Koning wordt verleend om te bepalen volgens welke procedure de assessoren in strafuitvoeringszaken worden benoemd;

.../...

- 2° in artikel 17 (ontworpen artikel 196^{ter}, § 2, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek), de bevoegdheid die aan de Koning wordt verleend om de wijze van evaluatie te bepalen, en meer in het bijzonder de criteria inzake evaluatie van de assessoren in strafuitvoeringszaken, met inbegrip van de essentiële principes ervan, terwijl deze bij wet zouden moeten worden geregeld ⁽¹⁾;
- 3° in artikel 18 (ontworpen artikel 196^{quater}, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek), de bevoegdheid die aan de Koning wordt verleend om de samenstelling van het evaluatiecomité te bepalen.

II. De assessoren in strafuitvoeringszaken

1. De kamers van de strafuitvoeringsrechtbank die kennis nemen van de zaken betreffende een of meer vrijheidsstraffen waarvan het uit te voeren gedeelte meer dan drie jaar bedraagt, bestaan uit een rechter, die de kamer voorziet, en twee assessoren in strafuitvoeringszaken (ontworpen artikel 78).

De memorie van toelichting bevat terzake de volgende passages :

"Dankzij de aanwezigheid van assessoren zijn deze nieuwe rechtbanken multidisciplinair";

"De assessoren in strafuitvoeringszaken verlenen aan de beroepsmagistraten concrete kennis van problemen in verband met de strafuitvoering en de sociale reïntegratie";

"(De assessoren zullen) de magistraat hun kennis in het veld verlenen ".

Krachtens het ontworpen artikel 78 is de ene assessor gespecialiseerd in "strafzaken en penitentiaire zaken", de andere in "de sociale reïntegratie".

2. In de ontworpen artikelen 78 en 196^{ter}, § 1, inleidende zin, wordt bepaald dat een van de assessoren gespecialiseerd moet zijn in "strafzaken en penitentiaire zaken".

⁽¹⁾ Vergelijk met artikel 259^{nonies} van het Gerechtelijk Wetboek.

De memorie van toelichting en artikel 196ter, § 1, 1°, hebben het evenwel over een specialisatie "in strafzaken of penitentiaire zaken".

De Raad van State vraagt zich af waarom naar "strafzaken" wordt verwezen. Als de specialisatie in strafzaken een alternatief is voor de specialisatie in "penitentiaire zaken", welke indruk wordt gewekt door de redactie van de memorie van toelichting en artikel 196ter, § 1, 1°, ziet de Raad van State niet in welke specifieke kennis die assessor zou kunnen aandragen ten opzichte van het openbaar ministerie en de strafuitvoeringsrechter. Als de specialisatie in strafzaken een cumulatieve voorwaarde is bovenop de specialisatie in penitentiaire zaken, vraagt de Raad van State zich af wat voor nut die specialisatie dan heeft. Op het niveau van de strafuitvoeringsrechtbank gaat het er immers niet meer om zich uit te spreken over de talrijke kwesties van strafrecht en strafprocesrecht die rijzen wanneer een vonnis moet worden geveld maar wel over vragen die verband houden met de uitvoering van de straf. Het volstaat dan ook dat de assessor die gespecialiseerd is in penitentiaire zaken op de hoogte is van de strafrechtelijke kwesties die met de uitvoering van de straf verband houden, hetgeen uiteraard vervat zit in de uitdrukking "assessor in strafuitvoeringszaken gespecialiseerd in penitentiaire zaken".

Bijgevolg dienen de woorden "in strafzaken" als dubbelzinnig te worden geschrapt.

3. In het ontworpen artikel 196ter wordt bepaald dat men, om tot assessor te kunnen worden benoemd, "ten minste vijf jaar nuttige beroepservaring" dient te bezitten in de voormelde materies.

Teneinde beter overeen te stemmen met de bedoeling van de steller van het voorontwerp die in de memorie van toelichting tot uiting komt en om het gebruik van de te vage bepaling "nuttige" te vermijden, wordt voorgesteld om in artikel 196ter te verwijzen naar een beroepservaring van ten minste vijf jaar waaruit een praktische kennis blijkt van de kwesties die verband houden met hetzij penitentiaire aangelegenheden, hetzij sociale reïntegratie.

4. Volgens de memorie van toelichting "(wordt) het ambt van assessor ... voltijds uitgeoefend, zoals overigens geldt voor de assessoren van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidsstelling".

In het voorontwerp dient uitdrukkelijk te worden bepaald dat het ambt van assessor voltijds wordt uitgeoefend.

5. Volgens de memorie van toelichting zullen inzonderheid de volgende beroepscategorieën tot assessor in strafuitvoeringszaken kunnen worden benoemd : advocaten, psychologen, onderzoekers en universiteitsprofessoren.

Die vermelding is dubbelzinnig doordat ze de indruk zou kunnen wekken dat men assessor kan zijn en daarnaast, tegelijk, een activiteit van advocaat, psycholoog, onderzoeker, ... zou kunnen uitoefenen. Aangezien het ambt van assessor in strafuitvoeringszaken voltijds wordt uitgeoefend en voor de assessoren in strafuitvoeringszaken dezelfde onverenigbaarheden gelden als voor werkende magistraten, kunnen zij evenwel niet tegelijk advocaat zijn of een bezoldigde functie uitoefenen. Ten hoogste kunnen zij, als zij de afwijking verkrijgen waarin artikel 294 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, hoogleraar of leraar, docent of assistent in een onderwijsinstelling zijn of lid zijn van een examencommissie ⁽²⁾.

6. De memorie van toelichting bevat de volgende passage :

"Met inachtneming van het onpartijdigheidsbeginsel, worden de ambtenaren van de federale overheidsdienst justitie uitgesloten, inzonderheid het personeel van de justitiehuisen en het personeel van de strafinrichtingen".

In artikel 26 van het voorontwerp (het ontworpen artikel 300 van het Gerechtelijk Wetboek) wordt bepaald dat de werkende assessoren in strafuitvoeringszaken

⁽²⁾ Zie eveneens, voor andere functies die kunnen worden toegestaan, de artikelen 294, tweede lid, en 308 van het Gerechtelijk Wetboek.

onderworpen zijn aan dezelfde regels van onverenigbaarheid als de werkende magistraten ⁽³⁾.

In de memorie van toelichting staat bij de artikelsgewijze bespreking van deze bepaling het volgende :

"Deze ambten zijn inzonderheid onverenigbaar met functies binnen de Federale Overheidsdienst Justitie".

Deze bepaling en de bespreking ervan doen problemen rijzen.

6.1. Een gedetacheerd ambtenaar ⁽⁴⁾, wiens wedde gedurende zijn detachering bij wet wordt bepaald (cf. het ontworpen artikel 355ter van het Gerechtelijk Wetboek), dient te worden beschouwd als titularis van een "bezoldigde openbare functie of openbaar ambt" in de zin van artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek. De loutere verwijzing naar dat artikel staat er dan ook aan in de weg dat een ambtenaar van welk overheidsbestuur of welke overheidsdienst hij ook gedetacheerd is, tot assessor wordt benoemd ⁽⁵⁾.

Als het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is om zulk een benoeming mogelijk te maken, dient de tekst van het voorontwerp te worden herzien, teneinde de regeling van de onverenigbaarheden aan te passen om rekening te houden met de omstandigheid dat het ambt van assessor noodzakelijkerwijze zal moeten aansluiten bij een andere loopbaan, in de privé-sector of in overheidsdienst, aangezien dat ambt slechts gedurende maximaal acht jaar mag worden uitgeoefend.

⁽³⁾ Krachtens artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de ambten van de rechterlijke orde onverenigbaar met inzonderheid enige bezoldigde openbare functie of openbaar ambt.

⁽⁴⁾ Of een ambtenaar die, met toepassing van de rechtspositionele regels die voor hem gelden, in een administratieve stand van wachttijd is geplaatst gedurende de termijn waarin hij het ambt van assessor in strafuitvoeringszaken uitoefent.

⁽⁵⁾ Wat problemen zal doen rijzen inzake de werving van de assessoren, aangezien die, zoals de gemachtigde van de Minister heeft aangegeven, bijna allemaal gedetacheerde ambtenaren zullen zijn.

6.2. Ingeval de tekst in die zin wordt herwerkt, rijst de vraag of het in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet gerechtvaardigd is de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Justitie of van sommige directies of diensten ervan van dat ambt uit te sluiten, terwijl net die ambtenaren de meeste ervaring in penitentiaire en strafuitvoeringszaken bezitten.

Volgens de gemachtigde van de Minister zou die uitsluiting het gevolg zijn van het vereiste van onpartijdigheid.

Aangezien het ambt van assessor in strafuitvoeringszaken voltijds wordt uitgeoefend, de ambtenaar gedetacheerd is uit de Federale Overheidsdienst Justitie en geen contact meer heeft met zijn bestuur, zijn bezoldiging bij wet wordt bepaald, hij onderworpen is aan de tuchtregeling die voor magistraten geldt en niet meer aan de tuchtregeling voor de ambtenaren en artikel 292, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek ⁽⁶⁾ naar analogie kan worden toegepast, is zijn noodzakelijke onafhankelijkheid ten opzichte van de uitvoerende macht evenwel voldoende gewaarborgd ⁽⁷⁾.

Wellicht moet in een specifieke grond tot wraking worden voorzien, wanneer een ambtenaar in contact is geweest met een gedetineerde of zijn dossier heeft

⁽⁶⁾ Welke bepaling als volgt luidt : "Nietig is het vonnis, gewezen door een rechter die vroeger bij het uitoefenen van een ander rechterlijk ambt kennis genomen heeft van de zaak".

⁽⁷⁾ Volgens J. Velu en R. Ergec neemt de vereiste onpartijdigheid van de rechtbank in de zin van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden niet weg dat een rechtbank, zelfs in meerderheid, mag bestaan uit ambtenaren of vertegenwoordigers van de onderscheiden lagen van de socio-professionele wereld, voorzover dezen over een wettelijk of grondwettelijk statuut beschikken dat hen vrijwaart van druk van buitenaf. Zulk een statuut moet onder meer inhouden dat zij gedurende hun mandaat niet kunnen worden afgezet en dat het juridisch onmogelijk is om aan de leden van het orgaan bevelen te geven of zelfs aanbevelingen te doen in verband met hun rechtsprekende activiteit (Convention européenne des droits de l'homme, R.P.D.B., Complément VII, Brussel, Bruylant, nr. 539, blz. 310). Men kan voorts een vergelijking maken met de administratieve rechtscolleges waarover M. Leroy het volgende schrijft : "Certains actes de juridiction sont posés par des fonctionnaires, le plus souvent siégeant en collège; dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles, ils sont détachés de tout lien de dépendance hiérarchique ou de tout contrôle de tutelle : ils ne peuvent recevoir d'ordres, ni être astreints à rendre compte à leurs supérieurs des décisions qu'ils ont rendues" (Contentieux administratif, Brussel, Bruylant, 2004, blz. 120).

behandeld in de uitoefening van een vorige functie ⁽⁸⁾. Deze grond tot wraking zou overigens ook voor alle overige assessoren moeten gelden (bijvoorbeeld voor advocaten, psychologen, enz.).

De conclusie is dan ook dat het voorontwerp en de memorie van toelichting moeten worden herzien opdat er een duidelijke regeling komt voor de kwestie van de detachering van ambtenaren als assessoren in strafuitvoeringszaken, rekening houdend met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en met de wil van de Grondwetgever en van de wetgever om ervoor te zorgen dat specialisten in penitentiaire zaken en in sociale reïntegratie zitting hebben in de strafuitvoeringsrechtbanken.

7. Volgens het ontworpen artikel 196ter, § 2, eerste lid, worden assessoren in strafuitvoeringszaken benoemd voor een periode van een jaar, die na evaluatie een eerste maal voor drie jaar en vervolgens, een tweede en laatste maal, voor vier jaar kan worden verlengd.

Die regeling steunt op de regels die krachtens artikel 259sexies, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek gelden voor de onderzoeksrechters, de beslagrechters en de rechters in de jeugdrechtbank. Voor deze rechters betekent een niet-hernieuwing van hun mandaat evenwel alleen het einde van hun bijzondere aanstelling en niet van hun hoedanigheid van magistraat, terwijl de assessoren wier mandaat niet wordt hernieuwd elke rechtsprekende functie verliezen. Ter vergelijking : de rechters in sociale zaken en in handelszaken worden benoemd voor een termijn van vijf jaar die zonder evaluatie kan worden hernieuwd, terwijl de huidige assessoren van de commissies voor voorwaardelijke invrijheidstelling benoemd worden voor een termijn van drie jaar die na evaluatie een keer kan worden verlengd voor een periode van vijf jaar.

In advies 31.171/4 en 31.172/4, dat op 16 maart 2001 is gegeven over een voorontwerp van wet "tot hervorming van de asielprocedure" en over een voorontwerp van wet "ter aanvulling van de hervorming van de asielprocedure en tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State", heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State kritiek geuit op het feit dat een rechtscollège "hoofdzakelijk (zou kunnen

⁽⁸⁾ Vergelijk met artikel 829, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

bestaan) uit tijdelijke assessoren die, door hun korte ambtstermijn, waarvan niet is uitgesloten dat hij wordt verlengd, afhankelijk zouden zijn van de uitvoerende macht" ⁽⁹⁾.

Zulk een kritiek kan worden vermeden als het comité voor de evaluatie van de assessoren aldus is samengesteld dat de onafhankelijkheid ervan ten aanzien van de uitvoerende macht gewaarborgd is.

8. Het volledige voorontwerp dient te worden aangepast opdat met de voorgaande opmerkingen rekening wordt gehouden.

III. Territoriale bevoegdheid

In het voorontwerp wordt niet bepaald op grond van welk criterium - plaats van de veroordeling of van de uitvoering van de straf - wordt vastgesteld welke strafuitvoeringsrechtbank bevoegd is.

Deze tekortkoming moet worden weggewerkt.

⁽⁹⁾ Zie in nagenoeg dezelfde zin, advies 26.548/2, dat op 21 januari 1998 is gegeven over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen" (Gedr. St., Kamer, 1997-1998, 1487/1).

In dat advies heeft de Raad van State het volgende gesteld :

"Het laat zich evenwel aanzien dat de vooropgestelde regeling die doelstelling geenszins zal bereiken, maar de positie van de commissaris-generaal daarentegen zal verzwakken.

De commissaris-generaal wordt immers aanvankelijk voor een precaire periode van vijf jaar aangesteld en kan noch na zijn eerste mandaat, noch na een eventuele verlenging ervan, een vaste benoeming krijgen, tenzij als adjunct-commissaris.

Men kan zich dan ook afvragen of een commissaris-generaal wel echt 'absoluut onafhankelijk' kan zijn ten aanzien van de uitvoerende macht die zijn aanstelling en de verlenging van zijn mandaat volkomen in handen heeft."

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

(ontworpen artikel 58*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)

Onderdeel 4° is niet gewijzigd bij de wet van 10 april 2003 tot regeling van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedetijd alsmede van het behoud ervan in oorlogstijd. De inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 3

(ontworpen artikel 76 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de memorie van toelichting staat het volgende :

"Om praktische redenen kan de strafuitvoeringsrechtbank zitting houden in de zetel van enige rechtbank van eerste aanleg van het rechtsgebied van het hof van beroep. Zij kan zelfs zitting houden in de strafinrichtingen".

Deze preciseringen moeten worden opgenomen in het dispositief.

Artikel 8

(ontworpen artikel 87 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende zin hoeft niet te worden verwezen naar de wet van 15 juni 1970, maar naar die van 15 juli 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen.

Artikel 13

(ontworpen artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In de inleidende zin dient te worden gepreciseerd dat artikel 151 eveneens gewijzigd is bij de wet van 3 mei 2003 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Onderdeel 2° bepaalt dat de substituut-procureurs des Konings gespecialiseerd in strafuitvoeringszaken hun taken kunnen uitoefenen in de rechtbanken van de gerechtelijke arrondissementen van het rechtsgebied van het hof van beroep van het arrondissement waarin zij zijn aangewezen.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van deze bepaling, daar er slechts een strafuitvoeringsrechtbank is binnen het rechtsgebied van de hoven van beroep.

Artikel 15

(ontworpen artikel 186, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet worden herzien.

Artikel 17

(ontworpen artikel 196^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek)

Artikel 5, § 4, tweede lid, van de wet van 18 maart 1998 tot instelling van de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling bepaalt het volgende :

"Ten vroegste drie jaar na het einde van hun opdracht kunnen degene die assessor bij de commissie is geweest en zijn plaatsvervanger zich opnieuw kandidaat stellen voor het ambt dat zij hebben uitgeoefend. Zij worden aangewezen voor een termijn van vijf jaar, die niet kan worden verlengd".

Deze bepaling is niet opgenomen in het voorontwerp.

De Raad van State vraagt zich af of het niet opnemen van deze bepaling niet het gevolg is van een vergetelheid, doordat in de memorie van toelichting staat : "De totale duur van het mandaat van assessoren stemt dus overeen met de termijn waarin is voorzien terzake van de huidige commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling".

Dezelfde opmerking geldt voor de rechters in de strafuitvoeringsrechtbanken en de substituten in strafuitvoeringszaken (ontworpen artikel 259*sexies*, § 2, tweede lid) ⁽¹⁰⁾.

Artikelen 17 en 18

(ontworpen artikelen 196*ter* en 196*quater* van het Gerechtelijk Wetboek)

De bepalingen betreffende de evaluatie van de assessoren dienen in een enkel artikel te worden samengebracht.

Het ontworpen artikel 196*ter*, § 2, tweede lid, dient derhalve te worden opgenomen in het ontworpen artikel 196*quater*.

Artikel 19

(ontworpen artikel 196*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Dit artikel moet worden opgenomen in hoofdstuk VI van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

2. Het vijfde lid bepaalt dat de assessor zitting mag houden in zaken in een andere taal dan die van het licentiaats- of mastersdiploma waarvan hij houder is, op voorwaarde dat hij geslaagd is voor een mondeling examen over de kennis van de andere taal en een schriftelijk examen over de passieve kennis ervan.

⁽¹⁰⁾ Vergelijk met artikel 4, § 4, tweede lid, van de voormelde wet van 18 maart 1998.

Deze mogelijkheid lijkt alleen van toepassing te zijn op de rechtbank die zowel van Franstalige zaken als van Duitstalige zaken kennis neemt.

Om alle onzekerheid in dit verband te weren, is het beter het artikel in te delen in twee paragrafen, waarbij de tweede paragraaf het huidige vierde tot zevende lid omvat.

Artikel 20

(ontworpen artikel 259*sexies* van het Gerechtelijk Wetboek)

1. In tegenstelling tot de andere titularissen van een mandaat, namelijk de onderzoeksrechters, de beslagrechters en de jeugdrechters, die door de Koning worden aangewezen op voordracht van de bevoegde algemene vergadering onder de kandidaten ten aanzien van wie de korpschef een gemotiveerd voorstel heeft gedaan, worden de rechters in de strafuitvoeringsrechtbank aangewezen door de Koning op gemotiveerde voordracht van de eerste voorzitter van het hof van beroep.

De steller van het voorontwerp dient in de memorie van toelichting de redenen van dit verschil uit te leggen.

2. Krachtens de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, zijn, in tegenstelling tot de andere bijzondere mandaten, het mandaat van de rechters in de strafuitvoeringsrechtbanken en van de substituten gespecialiseerd in strafuitvoeringszaken beperkt tot acht jaar.

De steller van het voorontwerp behoort dit verschil te rechtvaardigen in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 21

(ontworpen artikel 259*septies* van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet worden aangevuld.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22.

Artikel 22

(ontworpen artikel 259*decies*, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek)

In dit artikel wordt bepaald dat de evaluatie van de rechters in de strafuitvoeringsrechtbanken, onder meer, geschiedt door "een van de assessoren aangewezen voor de evaluatie van de rechters in de rechtbank van eerste aanleg waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd, gekozen door de eerste voorzitter van het hof van beroep". Evenzo geschiedt de evaluatie van de substituut van de procureur des Konings gespecialiseerd in strafuitvoeringszaken, onder meer, door "een van de assessoren aangewezen voor de evaluatie van de substituten in de rechtbank van eerste aanleg waar de zetel van het hof van beroep is gevestigd, gekozen door de procureur-generaal bij het hof van beroep".

De woorden "assessoren" dienen te vervallen. Niet alleen worden in artikel 259*decies* van het Gerechtelijk Wetboek de magistraten die belast zijn met de evaluatie van hun collega's geen assessoren genoemd, maar vooral kan het gebruik van dit woord leiden tot verwarring met de assessoren in strafuitvoeringszaken.

Er dient dus te worden vermeld welke magistraat door de algemene vergadering of de korpsvergadering is aangewezen voor de evaluatie van respectievelijk de rechters in de rechtbank van eerste aanleg ten zetel van het hof van beroep en de substituten in de rechtbank van eerste aanleg ten zetel van het hof van beroep.

Artikel 23

(ontworpen artikel 287, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende zin moet worden vermeld dat het eerste lid vervangen is bij de wet van 22 december 1998 ⁽¹¹⁾ en gewijzigd is bij de voornoemde wet van 3 mei 2003.

Artikel 24

(ontworpen artikel 288 van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet worden vervolledigd.

Artikel 29

(ontworpen artikel 311 van het Gerechtelijk Wetboek)

Deze bepaling moet vervallen. Het voorontwerp voorziet immers niet in appèlgerechten op het vlak van strafuitvoering.

Artikel 30

(ontworpen artikel 312 van het Gerechtelijk Wetboek)

In de inleidende zin behoort geen melding te worden gemaakt van de wijziging ingevoerd bij de wet van 10 februari 1998 tot aanvulling van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de benoeming van toegevoegde rechters, die niet meer geldig is.

⁽¹¹⁾ Wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem.

Artikel 31

(ontworpen artikel 314, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet worden nagezien.

Artikel 35

(ontworpen artikel 341, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek)

Paragraaf 2 van artikel 341 van het Gerechtelijk Wetboek is niet gewijzigd bij de wet van 13 maart 2001. De inleidende zin moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 36

(ontworpen artikel 355^{ter} van het Gerechtelijk Wetboek)

Aangezien de plaatsvervangende assessoren in strafuitvoeringszaken dezelfde functies uitoefenen als de werkende assessoren in strafuitvoeringszaken, moeten ook zij de onafhankelijkheidswaarborg genieten die erin bestaat dat hun wedde bij wet wordt vastgesteld.

De vergoeding die hun wordt toegekend moet bijgevolg in het voorontwerp worden bepaald, en niet door de minister van Justitie.

Artikel 37

(ontworpen artikel 357, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De inleidende zin moet vervolledigd worden.

2. In de Franse tekst zijn de woorden "est attribué" overbodig en moeten ze vervallen.

Artikel 38

(ontworpen artikel 358 van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet vervolledigd worden.

Artikel 41

(ontworpen artikel 410, § 1, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek)

In de Nederlandse tekst schrijve men "ingevoegd" in plaats van "worden ingevoegd".

In de Franse tekst schrijve men "des juges de paix" in plaats van "les juges de paix".

Artikel 42

(ontworpen artikel 412, § 2, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek)

De inleidende zin moet vervolledigd worden. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 43.

Hoofdstuk IV : Wijzigingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken

In het voorontwerp volgt op hoofdstuk II een hoofdstuk IV. Die vergissing moet worden rechtgezet.

Artikel 45

(ontworpen artikel 23*bis* van de wet van 15 juni 1935
op het gebruik der talen in gerechtszaken)

1. In het tweede lid wordt verwezen naar "de in artikel 23*ter*, derde lid, bepaalde uitzondering". Artikel 23*ter* telt echter slechts twee leden.

2. Het zou dienstig zijn in het derde lid, in fine, te spreken van "het vonnis of het arrest waarbij de zwaarste straf is opgelegd", zoals in artikel 2, § 3, vierde lid, van de genoemde wet van 18 maart 1998.

Artikel 46

(ontworpen artikel 23*ter* van de wet van 15 juni 1935
op het gebruik der talen in gerechtszaken)

1. De woorden "dat niet het taalgebied is binnen welk de rechtbank is gelegen die hem veroordeeld heeft" moeten vervangen worden door de woorden "terwijl het vonnis of het arrest waarbij hem de zwaarste straf is opgelegd respectievelijk in het Frans of het Nederlands is gewezen".

De huidige redactie zou het immers voor een veroordeelde die vastgehouden wordt in een gevangenis die in het Nederlandse of het Franse taalgebied ligt, als gevolg van een beslissing die in het Nederlands of in het Frans is gewezen door een rechtscollège van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, mogelijk maken de verzending van zijn dossier te vragen. Zulke een voordeelde wordt immers vastgehouden in een gevangenis in een taalgebied "dat niet het taalgebied is [waarin] de rechtbank is gelegen die hem veroordeeld heeft".

De Raad van State gaat er evenwel van uit dat de steller van het voorontwerp dat niet gewild heeft.

2. In het eerste lid, in fine, staat "het andere taalgebied". De Raad van State onderstelt dat het ofwel om het Franse taalgebied, ofwel om het Nederlandse taalgebied gaat, zodat het dossier nooit overgezonden zal kunnen worden naar de strafuitvoeringsrechtbank van Brussel.

Artikel 47

(ontworpen artikel 43, § 1, van de wet van 15 juni 1935
op het gebruik der talen in gerechtszaken)

De ontworpen bepaling lijkt veeleer thuis te horen in artikel 30*bis* van de genoemde wet van 15 juni 1935.

Artikel 48

(ontworpen artikel 1 van de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de
personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg)

De inleidende zin dient te worden herzien. De tabel die in artikel 1 staat is immers vervangen bij de wet van 20 juli 1998 ⁽¹²⁾ en gewijzigd bij de wet van 14 december 2004.

⁽¹²⁾ Wet van 20 juli 1998 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, de wet van 15 juli 1970 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel en tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg en de artikelen 151 en 213 van het Gerechtelijk Wetboek.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier .

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C.VAN GEERSDAELE

Y. KREINS